

Les semences appartiennent aux familles paysannes

Pourquoi faut-il craindre le monopole des entreprises ?



Jouer à la loterie avec nos
moyens de subsistance

Page 13

Agir de manière
concrète

Page 18



PAIN POUR LE PROCHAIN

Chère lectrice, cher lecteur,

Au premier abord, l'UPOV 91 poursuit une mission honorable : protéger ce qu'on appelle « les obtentions végétales ». Dans les faits, elle ne profite qu'aux variétés créées par les grands semenciers et met les paysan-ne-s des pays du Sud à rude épreuve. En effet, du jour au lendemain, les lois criminalisent des pratiques millénaires et obligent les cultivateurs et cultivatrices à acheter les semences des multinationales qui sont non seulement chères mais nécessitent d'engrais et de pesticides.

Il est donc incompréhensible que la Suisse exige de la Malaisie et de l'Indonésie d'adhérer à l'UPOV 91 avant de signer un accord de libre-échange. Pour de nombreux pays, cette législation menace les moyens de subsistance de la population. La Campagne œcuménique de cette année est consacrée aux semences, car elles sont l'affaire de toutes et de tous.



Bernd Nilles
 Directeur d'*Action de carême*
Bernard DuPasquier
 Directeur de *Pain pour le Prochain*

Politique

5 **Les questions climatiques sont transversales**

Vue du Sud

6 **« Les paysannes savent ce dont elles ont besoin »**

Événements

7 **Les enjeux autour des semences**

Dossier

8 **Rendre les semences à la paysannerie**

14 **« Le maïs, notre plante sacrée »**

17 **La graine parfaite n'existe pas !**

Impressum

Publication Pain pour le prochain, 2020
 Rédactrice en chef Pascale Schnyder (pst)
 Rédaction Daniel Tillmanns (dt),
 Lorenz Kummer (lk)
 Mise en page et réalisation
 Craft AG, Zürich
 Travail sur les photos Schellenberg Druck AG
 Impression Druckerei Kyburz AG
 Tirages 30 000 DE, 6000 FR
 Paraît quatre fois par an
 Prix CHF 5.- par donateur / donatrice
 sont utilisés pour l'abonnement
 Contact Pain pour le prochain
 ppp@bfa-ppp.ch, 021 614 77 17



Notre slogan de campagne : Ensemble pour une agriculture qui préserve notre avenir.

Ensemble pour la diversité végétale

Multinationales et gouvernements menacent les semences paysannes dans le monde entier.

Les familles paysannes sont les garantes de notre sécurité alimentaire et de la biodiversité. Depuis des millénaires, elles sélectionnent des variétés traditionnelles qu'elles reproduisent, échangent et vendent. Aujourd'hui, les grands semenciers et les gouvernements entendent imposer des accords de libre-échange qui favorisent unilatéralement leurs intérêts. Sous prétexte de moderniser le secteur et de protéger la propriété intellectuelle, ils veulent en effet poser des restrictions aux systèmes de production des semences paysan-ne-s, voire les supprimer, et favoriser de façon outrancière les semences industrielles, qui ne résistent aux ravageurs qu'avec l'engrais et les pesticides et sont peu adaptées aux conditions locales. Résultat : les cultivateurs-trices doivent non seulement racheter chaque année les semences, mais aussi d'autres intrants au prix cher, ce qui entraîne nombre d'entre eux dans la spirale de l'endettement. C'est cette vaste problématique qu'aborde la Campagne œcuménique 2020.

Soutien aux paysan-ne-s malaisien-ne-s

Cependant, la résistance s'organise. Au Guatemala, la société civile parvient pour l'instant à mettre en échec l'adoption d'une loi de protection végétale radicale. Aux Philippines, un réseau national milite pour le rejet de lois restrictives. Et, en Afrique australe, le réseau Rural Women Assembly s'oppose au maïs OGM et promeut des techniques de culture agroécologiques peu gourmandes en ressources.

Dans l'accord de libre-échange que le gouvernement suisse négocie actuellement avec la Malaisie, une clause menace le système traditionnel de production de semences. Une exigence inacceptable pour *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* qui, avec leurs partenaires locaux, demandent au Secrétariat d'État à l'économie (SECO) de s'abstenir d'exiger des pays du Sud qu'ils légifèrent contre les intérêts de leur population. Participez vous aussi à cette action. Vous trouverez plus d'informations à la page 12. — Madlaina Lippuner

Quatre manières de participer à la Campagne œcuménique

Flâner dans les marchés

Notre calendrier de carême vous emmène à la découverte de marchés aux quatre coins du globe. Les paroisses suisses lui feront écho, elles qui auront leur propre étal pour vous proposer des activités variées autour du sujet des semences : bourse aux semences, stand d'information, carré de légumes ou encore action solidaire.
www.voir-et-agir.ch/stand



Journée des roses

Le 21 mars 2020, des milliers de bénévoles vendront des roses du commerce équitable au prix de cinq francs pièce. Le produit de cette action finance des projets d'*Action de Carême*, *Pain pour le prochain* et *Être Partenaires*. Sur notre application, vous pouvez d'ores et déjà offrir une rose ou un bouquet numérique :
www.give-a-rose.ch



Pain du partage

Achetez un « pain du partage » dans l'un des 600 points de vente et boulangeries de toute la Suisse : pour chaque pain vendu, 50 centimes seront destinés aux projets de nos organisations. Points de vente : www.voir-et-agir.ch/pain



Groupes de jeûneurs

Pour se préparer à Pâques, de nombreuses personnes jeûnent, notamment dans les groupes organisés par les paroisses. Le jeûne nous aide à nous mettre à l'écoute de notre monde intérieur et à faire un geste de solidarité envers celles et ceux qui sont privés d'aliments. Plus d'informations : www.voir-et-agir.ch/jeuner-ensemble

2000

enfants (au moins) vivant à proximité de la mine de Glencore de Cerro de Pasco au Pérou souffrent d'un grave empoisonnement aux métaux lourds.

Source : Initiative multinationales responsables

Conférence – Lausanne – 24 mars, 19h

Une autre économie est possible

Élaborée par Isabelle Delannoy, l'économie symbiotique propose une synthèse des nombreuses approches alternatives. En trouvant le juste équilibre entre l'intelligence humaine, la puissance des écosystèmes naturels et la technosphère, il est possible de produire non seulement sans épuiser les ressources naturelles, mais en les régénérant. Un nouveau modèle prometteur pour la transition vers un monde porteur d'avenir et respectueux du vivant. www.ppp.ch/evenements



« La nourriture gaspillée est produite par environ 30 % du total des terres cultivées. »

Peter Messerli, co-président du rapport mondial de l'ONU sur le développement durable



Théâtre – Échallens – 15 mai, 20h

L'Émeute

Alarmiste mais bienveillant, optimiste mais angoissant, humoriste et décroissant, Yvan Richardet vous propose un spectacle sur le réchauffement climatique, les émeutes anti-G8 à Gênes en 2001 et la pire manière d'ébouillanter une grenouille. C'est un seul-en-scène de 70 minutes qui veut garder les pieds sur terre en ne consommant que 2000 W (un four à raclette pour 6 personnes) pour mettre en pratique l'étrange idée de décroissance. www.ppp.ch/evenements

Hong Kong

Coopération trop dangereuse

En raison de la situation politique actuelle, *Pain pour le Prochain* met temporairement en veille la coopération de longue date avec ses partenaires de Hong Kong. Ces derniers, qui œuvraient à l'amélioration des conditions de travail des millions d'employés de l'industrie informatique, ont dû suspendre leur travail pour des raisons de sécurité. Leurs services de conseil et de soutien ont aidé les ouvrières d'usine défavorisées du sud de la Chine à exercer et à revendiquer leurs droits. *Pain pour le prochain* regrette vivement ces circonstances et espère reprendre la coopération ultérieurement.



La bonne nouvelle

Initiative soutenue

Si le Parlement n'a toujours pas tranché sur une contre-proposition à l'initiative pour des multinationales responsables, le soutien à l'initiative se développe à tous les niveaux. En plus des quelque 300 comités locaux, il y a maintenant un comité de plus de 120 politiciens et politiciennes des partis bourgeois et un comité économique de plus de 160 entrepreneurs et entrepreneuses qui sont en faveur de l'initiative. La Conférence épiscopale suisse, l'Église évangélique réformée de Suisse et l'Alliance évangélique suisse ont également exprimé leur soutien à l'initiative, qui sera très probablement soumise au vote à l'automne.



Les questions climatiques sont transversales

Politique climatique : tour d'horizon 2020

En 2019, la grève des étudiant·e·s, les températures excessives et l'initiative pour les glaciers ont secoué davantage les consciences. En 2020, le peuple sera probablement appelé à se prononcer, pour la première fois, sur une mesure climatique. Une loi sur le CO₂ ne serait toutefois pas à la hauteur de la gravité de la crise. La Suisse doit se doter d'une stratégie globale qui s'applique à tous les secteurs de l'économie et de la politique, prendre ses responsabilités à l'échelon international et apporter sa pierre à la justice climatique.

Les dernières élections fédérales et les spéculations sur l'élection d'un Vert au Conseil fédéral ont beau appartenir désormais au passé, l'urgence climatique reste entière et exige des Sept Sages, quelle que soit leur couleur politique, qu'ils mènent dans leur département une politique climatique cohérente et concrète. En effet, les conséquences des changements climatiques et les mesures urgentes qu'ils appellent concernent, par exemple, tant la défense que l'agriculture, deux domaines qui génèrent d'énormes émissions de CO₂ et sont extrêmement tributaires du climat. Le Département fédéral des finances ainsi que la BNS et la FINMA ne sont pas en reste : le portefeuille de placement de notre banque centrale génère plus d'émissions que toute la Suisse ; celui de la place financière suisse 22 fois plus. Et la crise climatique n'épargne pas la santé : de nouveaux agents pathogènes se répandent et la canicule de l'été 2003 a provoqué la mort de plus de 70 000 personnes en Europe. Il est par ailleurs clair que nous devons aligner notre politique énergétique, notre politique des transports et bien d'autres infrastructures sur la neutralité carbone.

La Suisse en retard sur l'Europe

En tant que petit pays, nous devons mener une politique extérieure décidée, car la crise climatique ignore les frontières. Les mesures adoptées pour lui faire face ne doivent pas s'appliquer aux dépens des plus pauvres : ce principe de justice climatique signifie qu'il faut majorer le budget affecté au financement de la lutte contre les changements climatiques à l'échelon international. Dans une étude, Alliance Sud a estimé la responsabilité de la Suisse à un milliard de francs au bas mot. Ces fonds ne doivent

pas être imputés sur le budget de la coopération au développement, déjà faible en comparaison avec les autres pays et bien inférieur au 0,7% du produit intérieur brut, le minimum exigé par les Nations Unies. En effet, les changements climatiques frappent plus durement les pays en développement, alors qu'ils en sont les moins responsables. De surcroît, la crédibilité de notre État de droit est aussi en jeu : les responsabilités en matière des changements climatiques et les conséquences juridiques de l'inaction doivent être clairement définies. Devant l'urgence de ces tâches, il nous faut sept conseillères et conseillers fédéraux qui s'attaquent de front à la crise climatique et tirent toutes et tous à la même corde.

Or, alors que certains États comme l'Allemagne ou la Suède, mais aussi l'Union européenne, ont commencé à prendre au sérieux cette tâche herculéenne, la Suisse traîne le pas. Notre pays n'a, en effet, pas de stratégie climatique digne de ce nom capable d'amener son économie, son agriculture et d'autres secteurs à la neutralité carbone dans un délai raisonnable. Ainsi, les objectifs climatiques définis pour 2030 dans la Stratégie énergétique 2050 sont plus modestes que ceux de l'Union européenne. Il nous faut donc intégrer de toute urgence la question climatique dans tous les domaines de la politique, comme nous l'exigeons et le faisons depuis longtemps pour la question du genre dans la politique de développement. C'est en effet la seule façon de mettre le cap sur la neutralité carbone dans un délai raisonnable et d'assumer réellement nos responsabilités dans cette crise. — *Miges Baumann*



Miges Baumann est codirecteur du département Politique de développement chez *Pain pour le prochain* et responsable du secteur Climat 2030



Mercia Andrews est la codirectrice du Trust for Community Outreach and Education (TCOE) d'Afrique du Sud, un partenaire d'*Action de Carême*. À ce titre, elle dirige le réseau de paysannes Rural Women Assembly.

« Les paysannes savent ce dont elles ont besoin »

« En Afrique, la révolution verte est le crédo des gouvernements, qui veulent nous faire croire que notre continent ne peut pas nourrir sa population et que nous avons par conséquent besoin de semences modifiées, d'engrais et de pesticides. En même temps, les petit-e-s paysan-ne-s qui produisent leurs propres semences traditionnelles, gèrent leurs banques de semences communautaires et pratiquent l'agriculture à petite échelle sont considéré-e-s comme un obstacle. Dans quelques régions d'Afrique australe, l'échange de semences est même interdit par la loi. Les grands semenciers tentent ainsi de contraindre les petit-e-s paysan-ne-s de leur acheter leurs semences industrielles.

Pendant la crise alimentaire de 2007–2008, la révolution verte a fortement progressé en Afrique. De grandes entreprises ont alors répandu la rumeur selon laquelle le continent ne pourrait pas se nourrir seul, pour tenter de convaincre les petit-e-s paysan-ne-s d'investir dans des engins agricoles et des intrants combinant semences améliorées et engrais afin de pouvoir cultiver une plus grande surface. Cette politique engendre un risque d'endettement.

En tant que petit-e-s paysan-ne-s, nous disposons d'un vaste choix d'espèces très anciennes. Or, quiconque s'en prend à ces semences et à l'agriculture paysanne traditionnelle attaque aussi notre système alimentaire. Dès lors, notre première mesure de défense consiste à continuer à cultiver des variétés locales et à créer tant des pépinières que des banques de semences. Notre travail consiste avant tout à diffuser des informa-

tions et à créer un fonds documentaire sur les semences. En deuxième lieu, nous encourageons l'agriculture paysanne et introduisons le modèle de l'agroécologie, qui non seulement préserve l'équilibre climatique, mais est aussi peu coûteux, de sorte que les familles peuvent réduire leurs dépenses. En troisième lieu, nous défendons le droit à la souveraineté alimentaire : nous promovons nos propres systèmes alimentaires et critiquons la restauration rapide.

La création d'un mouvement est le cœur de mission de TCOE, qui joue en l'occurrence le rôle de catalyseur. Je suis d'avis que les petit-e-s paysan-ne-s sont les mieux placé-e-s pour savoir ce dont ils ont besoin.

Nous dénonçons les problèmes et éveillons l'esprit critique : il faut savoir ce qu'il y a derrière la révolution verte ou les organismes génétiquement modifiés. Ensemble, nous cherchons des solutions et nous employons à créer des passerelles entre les mouvements qui s'essaient à l'agroécologie, aux différents systèmes de semences ou à l'agriculture paysanne. Nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres en débattant des solutions à apporter aux problèmes de l'agriculture. »

2/3

de l'Afrique du Sud appartiennent à la minorité blanche, qui représente 7,9% de la population.

40%

de la population sud-africaine vit en dehors des villes et des agglomérations dans une situation de pauvreté, voire de précarité.

3^e

exportateur mondial de denrées agricoles, l'Afrique du Sud produit principalement du maïs, du blé, du vin et des agrumes.

Les enjeux autour des semences

Sous la forme de conférence, de projection ou de pièce de théâtre, nous vous proposons six événements sur les semences et leurs enjeux.



Au Palais Eynard à Genève, le jeudi 26 mars,

Ana María Suarez-Franco de Fian International, Christophe Golay de l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains, Octavio Sánchez Escoto d'Anafae (Honduras) et Joël Mutzenberg de Semences de Pays débattront sur le droit aux semences et les politiques internationales.

Il aura fallu près de vingt ans de mobilisation de la Via Campesina et de ses alliés - y compris *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* - et de six ans de négociation au Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour qu'une Déclaration sur le droit aux semences soit adoptée en 2018 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Un article traite spécifiquement des semences en ces termes : « Les États veilleront à ce que les politiques concernant les semences, les lois relatives à la protection des obtentions végétales et les autres lois concernant la propriété intellectuelle, les systèmes de certification et les lois sur la commercialisation des semences respectent et prennent en compte les droits, les besoins et les réalités des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. »

Dans les faits ?

Les intervenant-e-s feront le point sur la mise en œuvre de cette déclaration et son application par les États. Académiques ou expert-e-s sur le terrain, leurs visions apporteront des réponses sur le futur des semences et notre sécurité alimentaire. Les autorités genevoises s'engageront dans cette soirée à travers les interventions de Mmes Sandrine Salerno, maire de la ville et de Valentina Hemmeler, directrice de l'Office de l'agriculture et de la nature du canton. Ce sera ainsi l'occasion de rappeler à quel point l'accès aux semences est un sujet primordial dans les pays du Sud mais aussi au niveau local. — *Pierre-Gilles Sthioul*



Octavio Sánchez est le coordinateur d'Anafae, une organisation hondurienne qui promeut l'accès aux semences.



Regards croisés Nord-Sud sur les semences traditionnelles et locales

Vendredi 27 mars | 19h | Sion

Comment conserver les semences traditionnelles et quels sont les apports de celles-ci comparativement aux semences industrielles ? Lieu : Ferme Asile | Promenade des Pêcheurs 10 | 1950 Sion



(Re)prendre contact avec la nature : la force des semences

Samedi 28 mars | 10h-15h | Cheseaux-Noréaz

En partenariat avec Pro Natura, nous vous proposons de vous reconnecter avec le vivant à travers diverses activités et une pièce de théâtre. Lieu : Centre Pro Natura de Champ-Pittet | Chemin de la Cariçaie 1 | 1400 Cheseaux-Noréaz Inscription obligatoire



Les graines du monde – L'institut Vavilov

Mardi 10 mars | 20h15 | La Chaux-de-Fonds

Projection photographique de l'artiste Mario Del Curto qui sera ensuite rejoint par deux intervenants afin de discuter de l'accès aux semences et de leur préservation. Lieu : Club 44 | Rue de la Serre 64 | 2300 La Chaux-de-Fonds



Société civile et agroécologie : pour un libre accès aux semences !

Jeudi 19 mars | 18h30 | Lausanne

Des multinationales font pression sur les États pour imposer des législations restrictives sur les semences. Au Nord et au Sud, la société civile s'engage et s'organise. Lieu : Alliance Sud | Avenue de Cour 1 | 1007 Lausanne Inscription obligatoire



Monocultures : quelles conséquences pour la biodiversité et les semences ?

Mercredi 1^{er} avril | 19h | Lausanne

En partenariat avec E-Changeur, la projection du film « Derrière le rideau vert » permettra d'illustrer les conséquences négatives des monocultures d'eucalyptus dans la savane brésilienne du Cerrado. Lieu : Maison de quartier sous-gare | Avenue Édouard Dapples 50 | 1006 Lausanne

Retrouvez tous les événements sur voir-et-agir.ch/events



Rendre les semences à la

Depuis toujours, l'agriculture paysanne sélectionne et lègue les semences aux générations suivantes, ce qui nous permet aujourd'hui de pratiquer une agriculture biologique et de bénéficier d'une alimentation variée. Cette tradition millénaire est désormais menacée.



paysannerie

« **D**ans notre pays, les semences ont toujours été produites par les paysannes, qui transmettaient leur savoir de mère en fille. Il n’y a aucun sens à ce que cette tradition soit désormais soudainement interdite », explique l’agricultrice Ruth Nganga, indignée par l’adoption de la nouvelle loi kenyane sur la protection des obtentions végétales. Les lois sur la protection des obtentions végétales remontent aux années 1950, lorsque la mécanisation de l’agriculture en Europe et aux États-Unis s’est traduite par une division du travail entre semenciers et semencières, et cultivateurs et cultivatrices. Auparavant, la plupart des paysan-ne-s produisaient leurs propres semences chez nous également, mais les professionnel-le-s n’ont cessé de gagner du terrain depuis lors. Ces dernières années, les petites et petits semenciers se retrouvent eux aussi aux abois, car, à la suite d’une vague de rachats et de fusions, le marché mondial est désormais fortement dominé par trois grandes multinationales. Celles-ci proposent les mêmes variétés hybrides aux quatre coins du globe et en profitent pour écouler les pesticides indispensables à la

croissance de ces sortes sensibles aux ravageurs. Conséquence ? Un nombre toujours plus petit d’espèces – principalement du blé, du maïs, du soja et du riz – sont cultivées sur des surfaces toujours plus grandes. Tandis que les multinationales de l’agroindustrie font de juteux bénéfices, la plupart des paysan-ne-s ne parviennent à joindre les deux bouts que grâce aux subventions. De plus, l’environnement est pollué et la biodiversité se réduit comme peau de chagrin.

Ne pas faire fi de la volonté de la population

En quête de débouchés, les grands semenciers prospectent désormais aussi de nouveaux marchés dans les pays du Sud, de sorte que nous trouvons les semences et les pesticides de Syngenta et consorts même dans des villages reculés d’Amérique latine, d’Afrique et d’Asie. En parallèle, ces multinationales et les États dans lesquels elles ont leur siège exercent des pressions sur les pays du Sud pour qu’ils modifient leur législation. Le Kenya interdit désormais de multiplier des semences commerciales sans indemniser le semencier et de vendre ou d’échanger les semences traditionnelles. En 2012, le >

La force de la conviction

« Les paysan·ne·s ont le droit de posséder leurs propres semences. Avec mes semences, je m'affranchis de la dépendance envers les multinationales de l'agro-industrie. Les semences sont source de vie », affirme Diego Dela Cruz. Ce riziculteur de 59 ans, qui vit avec sa famille dans un village de Mindanao, a créé 160 sortes depuis qu'il a appris à les sélectionner en 2004. Enthousiasmé par le cours qu'il a alors suivi, il est devenu formateur à peine un an plus tard. « Je veux aider d'autres à s'affranchir des dépendances typiques de l'agriculture classique. » L'échange est la meilleure défense des semences paysannes : « J'échange des semences parce que j'aimerais que tous les paysan·ne·s puissent récupérer leurs propres semences et que la vente de semences industrielles cesse. » Pour faire face aux graves menaces posées par les changements climatiques, Diego Dela Cruz a conçu des variétés de riz et des techniques de culture qui résistent aux ravageurs et permettent d'obtenir de bons rendements même en cas de phénomènes météorologiques extrêmes. Il fustige l'attitude du gouvernement qui foule aux pieds les intérêts des petites exploitations et ne reconnaît pas les variétés de riz qu'elles créent. C'est pour obtenir des changements sur le plan politique que Diego Dela Cruz milite au sein du réseau national des semences. « Mes variétés sont la preuve vivante que les paysan·ne·s ont mis au point des pratiques et des systèmes meilleurs et plus durables que les technologies inventées en laboratoire. » — *Claudia Fuhrer*



« Les paysan·ne·s ont le droit de posséder leurs propres semences. »

Diego Dela Cruz

gouvernement colombien a fait détruire en public 70 tonnes de semences qui contrevenaient à la loi qu'il venait d'adopter. Il a fallu de très fortes protestations pour qu'il fasse marche arrière. Il n'empêche qu'il tente depuis lors par tous les moyens d'imposer cette législation restrictive contre la volonté de la population, contraint par l'accord de libre-échange signé avec les États-Unis qui l'oblige à adopter une loi de protection des obtentions végétales conforme à la convention UPOV91 (voir en page 12).

Les agissements des multinationales suscitent une forte résistance : en Amérique latine, en Afrique et en Asie, des organisations locales, collaborant avec *Pain pour le prochain*, *Action de Carême* et *Être Partenaires*, soutiennent des campagnes et des projets paysans qui ont pour but de protéger les semences et d'améliorer les techniques agricoles respectueuses de l'environnement. Au Guatemala, la société civile parvient pour l'instant à mettre en échec l'adoption de la « Ley Monsanto », une loi de protection végétale radicale. Aux Philippines, un nouveau réseau national milite pour la reconnaissance des variétés sélectionnées par les paysan·ne·s et contre les semences industrielles et l'adoption de lois restrictives. En Afrique australe, des mouvements de paysannes



« J'ai rencontré des paysan·ne·s qui ne savaient pas faire pousser des plantons ! »

Anne Freitag

Retrouver le savoir-faire

« C'est un réel plaisir de jardiner, cela m'apaise totalement. J'aime avoir les mains dans la terre, voir pousser les plantes aux formes et couleurs atypiques et la vie qui s'anime autour. Depuis le début, c'était clair, il n'y aurait ni lutte contre les insectes, ni impératif de rendement ». Anne Freitag est biologiste et conservatrice au Musée de zoologie vaudois et travaille également comme bénévole pour Pro Specie Rara. Tout a commencé avec son jardin lorsque elle a déménagé. Elle achète alors un plant de tomates proposé par Pro Specie Rara, accompagné d'une fiche expliquant comment récolter des graines soi-même. Jusque-là, l'idée ne l'avait même pas effleurée.

En devenant membre de Pro Specie Rara, un volet politique s'est ajouté à son simple plaisir. « J'ai été abasourdie d'apprendre que de grandes entreprises tentent d'empêcher la reproduction et le partage de graines ». L'objectif de la fondation est, certes, de conserver un patrimoine de plantes, mais aussi d'entretenir un savoir-faire. « J'ai rencontré des paysans et des paysannes qui ne savaient pas faire pousser des plantons ! ». Selon elle, il faut se réapproprier certaines compétences de base. Son conseil aux personnes souhaitant récolter leurs graines : « Ne pas se perdre dans de la théorie. Se lancer, faire des choses simples, échanger, discuter avec les autres ». Depuis vingt ans, elle reproduit et multiplie des semences de variétés locales et anciennes, puis les renvoie à la fondation Pro Specie Rara. — *Natacha Forte*

luttent contre l'introduction du maïs transgénique, défendent la diversité variétale et œuvrent pour la reconnaissance de techniques de culture agroécologiques porteuses d'avenir.

Diversité végétale et patrimoine culturel

Les paysan·ne·s des pays du Sud doivent à tout prix pouvoir produire leurs propres semences, car ils ne peuvent simplement pas se permettre, lors de chaque nouvelle campagne agricole, d'acheter au prix fort des semences commerciales et l'engrais dont celles-ci ont besoin. Toutefois, le prix n'est pas le seul argument en faveur des semences paysannes : au fil des millénaires, les paysan·ne·s ont sélectionné une grande variété d'espèces parfaitement adaptées aux conditions locales et capables de prospérer sans engrais ni pesticides. Maîtres de leurs semences, ils peuvent choisir celles qui satisfont le mieux leurs besoins et s'adaptent aux mutations de l'environnement, un atout de poids à l'ère des changements climatiques. Des paysan·ne·s philippin·e·s sont ainsi parvenu·e·s, avec l'aide d'Agro-Eco, un partenaire d'Action de Carême, à obtenir des sortes de riz qui résistent à la sécheresse et aux inondations. La sécurité alimentaire

n'est pas le seul domaine dans lequel les semences jouent un rôle éminent : aux yeux de nombreuses communautés paysannes et indigènes de l'hémisphère sud, les semences représentent un héritage de leurs ancêtres, intimement lié aux traditions, à l'identité et à la spiritualité, et constituent un patrimoine culturel de premier ordre.

À une époque où trois quarts des espèces ont déjà disparu, il est crucial de préserver celles qui ont survécu, car elles sont indispensables à l'obtention de nouvelles espèces adaptées. Même les grands semenciers créent la plupart de leurs variétés par croisement d'espèces existantes et non pas par le génie génétique ou d'autres procédés techniques. Souvent, ce sont précisément des espèces « anciennes » qui possèdent des propriétés intéressantes, comme une résistance à certaines maladies ou à certains ravageurs. La diversité des semences est indispensable si nous voulons une agriculture à faible impact environnemental capable de relever le défi des changements climatiques. Et la meilleure façon de la préserver, c'est de la confier aux paysan·ne·s qui, chaque année, les ressemment et garantissent ainsi non seulement leur pain quotidien, mais aussi celui de toute l'humanité. — *Simon Degelo*

Pas de monopole sur les semences

Conclus pour promouvoir le commerce entre les États parties, les accords de libre-échange abaissent les droits de douane et facilitent l'accès aux différents marchés. Droits humains et environnement sont laissés pour compte.

Les accords de libre-échange sont connus pour favoriser le commerce international. Ce que l'on sait moins, c'est que la Suisse demande aussi à ses partenaires d'approuver des modifications de leur législation tout à fait étrangères aux questions commerciales. Et il ne s'agit pas de durcir les dispositions qui protègent l'environnement ou les travailleurs et travailleuses des impacts potentiellement négatifs du libéralisme, mais d'adopter des lois restrictives en matière de protection des obtentions végétales, comme la Suisse le fait actuellement dans ses négociations avec l'Indonésie et la Malaisie. Ces lois garantissent aux entreprises qui créent de nouvelles variétés – pour l'essentiel des multinationales – un monopole sur leurs semences. Elles interdisent ainsi aux paysan-ne-s d'échanger ou de vendre ces semences brevetées sur les marchés locaux et brident considérablement la pratique millénaire qui consiste à réserver une partie de la récolte pour les prochains semis. Autant dire qu'elles condamnent des traditions qui, depuis l'origine de l'agriculture, garantissent la préservation de la diversité des plantes cultivées, l'accès aux semences et les bases de la sécurité alimentaire.

Le savoir local est perdu

Un riziculteur de la région malaisienne de Johor décrit les conséquences de ces exigences pour la population des pays du Sud : « Si la loi est approuvée, le prix des semences augmentera. Nous, les paysans et paysannes, ne pourrons plus conserver nos semences et serons contraint-e-s de les acheter. Cette loi empêche de transmettre le savoir local de génération en génération. »

Dans l'intérêt de Monsanto et Cie

La Suisse oblige des pays comme l'Indonésie et la Malaisie à détruire leurs systèmes de semences locaux et réserve l'accès à son marché aux pays qui

interdisent à leurs cultivateurs et cultivatrices de perpétuer des pratiques millénaires. Elle défend de la sorte les intérêts des semenciers comme Syngenta et Monsanto. Les grands perdants de cette politique sont les droits des paysan-ne-s sur leurs semences, pourtant inscrits dans la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, que les Nations Unies viennent d'adopter. — *Tina Goethe*

Lire et agir

Contribuez à sensibiliser le SECO à la problématique des lois sur la protection des obtentions végétales. Un exemple de lettre est disponible à l'adresse suivante : www.voir-et-agir.ch/semences



« Jouer à la loterie avec nos moyens de subsistance »

Angelika Hilbeck, agrobiologiste et membre du Conseil de fondation de *Pain pour le prochain*, montre les limites de l'informatisation dans le domaine agricole.



Angelika Hilbeck a étudié l'agrobiologie et obtenu son doctorat en entomologie. Membre depuis 2000 de l'Institut de biologie intégrative de l'EPF de Zurich, elle y dirige le groupe de recherche de biosécurité environnementale et d'agroécologie.

Comme dans tous les domaines, l'informatisation avance à pas de géant dans l'agriculture et la sélection de semences.

Où va-t-on ?

L'agriculture industrielle fait eau de toutes parts et l'informatisation n'est rien de moins qu'une tentative des poids lourds du secteur de maintenir leurs monopoles et de perpétuer leurs modèles d'affaires au moment où nous changeons de paradigme. Leur engouement pour l'informatisation se substitue pour ainsi dire à celui pour le génie génétique, qui n'a pas tenu ses promesses. La chimie est elle aussi à bout de souffle : elle n'a guère produit de nouveautés depuis les années 1990 et les ravages occasionnés par l'emploi de ses produits sont de plus en plus visibles. Il fallait donc inventer quelque chose.

Que signifie l'informatisation dans l'agriculture en général et dans le secteur des semences en particulier ?

Il s'agit de la mise au point d'outils et d'instruments d'analyse informatiques qui permettent de créer des lots tout-en-un pour l'ensemble du processus de production (semences, pesticides et engrais) et de les adapter aux conditions particulières de chaque exploitation agricole. Ce modèle se présente grosso modo ainsi : un immense robot sillonne un champ dépourvu de présence humaine, s'arrête régulièrement à l'aller pour prélever des échantillons de sol, traite les données puis, au retour, dépose exactement la quantité requise d'engrais, de pesticides et de semences. Le tout répond au nom d'*agriculture de précision*, que Monsanto, Syngenta et consorts présentent comme la panacée aux problèmes de l'alimentation et du réchauffement. Or, ce système concentre le pouvoir dans les mains d'un nombre toujours plus petit d'acteurs, car il se passe pratiquement de paysan-ne-s ou, dans le meilleur des cas, les cantonne au rôle de client-e-s, d'investisseurs ou investisseuse, ou de personnel d'entretien des robots agricoles.

Quel rôle les semences jouent-elles dans ce système ?

Les semences ne sont qu'un intrant parmi d'autres. Le problème principal réside dans la fourniture de lots tout-en-un « prescrits » aux cultivateurs et cultivatrices sur la base des données analysées, de sorte que ces derniers et dernières ne peuvent même plus choisir leurs semences. En conséquence, il y aura encore plus de variétés de plantes cultivées hypersélectionnées et, si possible, brevetées, au détriment des centaines et des milliers d'espèces existantes à l'origine. Ce sera aussi la fin des *variétés population*.

N'est-ce pas un gros risque que de réduire les intrants à un petit nombre d'espèces sélectionnées ?

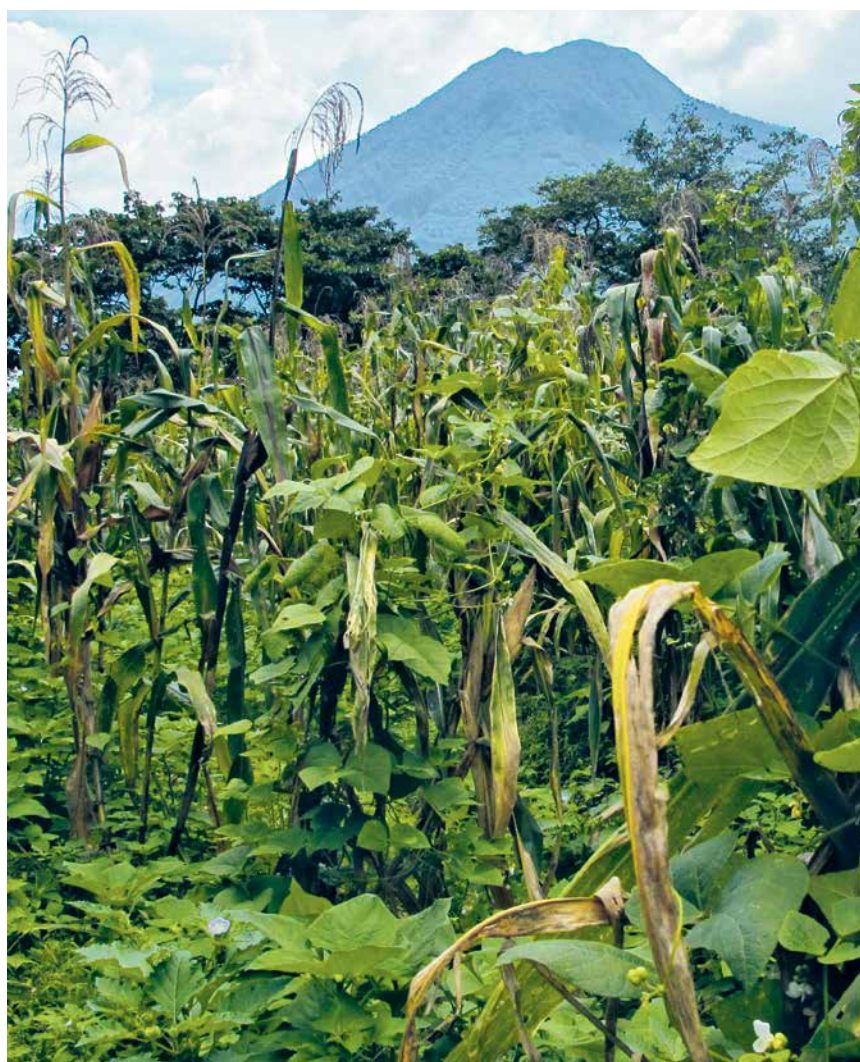
Bien sûr, cela revient, aujourd'hui déjà, à jouer à la loterie avec nos moyens de subsistance. Plus la diversité s'amenuise, plus notre système d'alimentation sera vulnérable aux crises telles que les changements climatiques.

Tout cela semble très inquiétant, mais on ne voit pas encore cette agriculture de précision dans nos champs. Se trouve-t-elle pour l'instant au stade des essais ou est-elle déjà une réalité ?

En Suisse, nos structures démocratiques freinent le déploiement de ce modèle, qui n'est en outre guère favorisé par la topographie de notre pays et par l'exiguïté de son territoire. L'agriculture de précision est particulièrement développée dans des pays tels que les États-Unis, le Brésil, l'Argentine et le Paraguay, dont les systèmes politiques sont moins bien armés pour prévenir les abus de pouvoir et subordonner les intérêts individuels à l'intérêt général. Il n'y manque que l'implantation de la 5G sur l'ensemble du territoire, indispensable pour traiter l'immense masse de données récoltées. Je ne serais donc guère surprise si le prochain achat de Bayer porte sur une entreprise du secteur des télécommunications ou de l'informatique. — *Interview : Pascale Schnyder*

« Le maïs, notre plante sacrée »

Fières et fiers de leurs nombreuses variétés de maïs, les Mayas pratiquent une agriculture durable pour préserver notre Terre-Mère. Nous les aidons à protéger leur patrimoine et leur sol.



Le maïs pousse dans un champ à côté des haricots, des bananes et des avocats. Il fournit de la nourriture mais aussi des graines pour la saison suivante.

À Comitancillo, une ville dans l'ouest du Guatemala, Fabiana Ventura Velasquez dirige un groupe de 35 femmes dont chacune produit ses propres semences. Ces femmes de l'ethnie maya mam, qui se réunissent chaque semaine depuis sept ans, protègent ensemble leurs terres, pratiquent l'entraide et mènent une vie en harmonie avec la nature. Elles produisent leurs semences de façon communautaire, ce qui leur garantit un certain degré de sécurité alimentaire. Pour elles, défendre leurs terres signifie aussi défendre la Terre.

La culture maya sous pression

Comme dans de nombreuses autres régions du Guatemala, les communautés indigènes de Comitancillo, bafouées et mises au ban de la société, vivent souvent en dessous du seuil de pauvreté. Heureusement, elles reçoivent le soutien d'AMMID, partenaire d'Action de Carême et de Pain pour le prochain. AMMID ne se contente pas de les accompagner dans la défense de leurs terres, mais les aide aussi à pratiquer une agriculture durable. Pour ce faire, elles utilisent des semences sélectionnées avec soin et obtiennent suffisamment de nourriture sans appauvrir le sol, déjà fortement mis à mal par les multinationales qui en extraient des minerais. La culture maya insiste sur l'importance de trouver sa place dans le monde. Qu'y a-t-il devant nous, derrière, à côté ? D'où venons-nous ? Qui sont nos ancêtres ? Nous avons besoin de toutes ces connaissances pour savoir quelle est notre place. L'engagement politique se fonde sur les mêmes postulats : il faut être en lien avec son environnement pour mener un combat politique. Les dirigeant-e-s spirituel-le-s ont pour tâche de s'en assurer.

Un peuple de maïs

Pour les Mayas, le maïs est sacré. Selon leurs mythes, les êtres humains ont été créés à partir de cette plante, de sorte qu'ils s'appellent *hommes de maïs*. C'est aussi du maïs, hypersélectionné celui-ci, que les grands semenciers proposent aux paysan-ne-s à des prix irrésistibles la première année. Toutefois, ces semences hybrides ne germent qu'un ou deux ans, à condition de les traiter avec des pesticides et de l'engrais que les paysan-ne-s doivent acheter au prix fort. Dès la troisième année, le rendement est médiocre et les familles paysannes ne disposent généralement plus d'assez d'argent pour racheter les lots combinés de semences, engrais et pesticides. Elles sont, dès lors, prises au piège de l'endettement.



Fabiana Ventura Velasquez au milieu du groupe de femmes de Comitancillo. Dans la casserole bouillent des épis de maïs typiques du Guatemala.

Petite surface, grande variété

Depuis plus de 150 ans, la famille de Juan associe, sur 130 mètres carrés, du maïs à des haricots, du café, des arbres fruitiers, des bananiers et des avocats, ainsi que de l'agave, dont elle tire des fibres. Sur cette parcelle fertile, elle cultive quatre variétés de maïs, une jaune, une rouge, une noire et une blanche (du maïs d'altitude). Pour obtenir ses semences, elle choisit des épis sains, ni trop grands, ni trop petits, qu'elle suspend par les feuilles pour les faire sécher. Les grains sont ensuite mis à germer dans du sable. Juan et sa famille épandent du fumier de vache pendant la phase de croissance de la plante et font paître le bétail sur la parcelle après la récolte. Cette diversité et, en particulier, la combinaison de maïs et de haricots permettent à la grande famille de se prémunir contre les pires conséquences d'un climat toujours plus sec et de produire suffisamment tant pour s'alimenter que pour vendre du café, des bananes, des avocats et d'autres fruits. Non content de travailler comme cultivateur, Juan appartient aussi à un réseau qui défend l'agroécologie et la préservation des semences paysannes. Si l'on veut protéger les variétés indigènes et les droits des Mayas, il faut exercer des pressions pour que les instances politiques adoptent une législation qui leur soit favorable. Aussi

Action de Carême et Pain pour le prochain soutiennent-elles ce réseau dans sa lutte contre les pratiques commerciales des multinationales de l'agro-industrie qui tentent de faire passer des lois pour évincer les semences traditionnelles du marché. — *Colette Kalt*



Les bourses nationales de semences permettent d'échanger des variétés.



Votre don aide les familles paysannes à lutter pour leurs semences.
CCP 10-15955-7

Faits et chiffres

Les semences sont à la base de notre alimentation. En 2050, il faudra rassasier près de dix milliards de personnes. Autant dire que quiconque décide ce que nous mangeons fera fortune.

Diminution de la diversité

Dans le monde, seules 15 espèces végétales et 8 espèces animales constituent encore la base de notre alimentation. Le maïs, le riz, le blé et le soja sont de loin les cultures les plus répandues. Superficies cultivées dans le monde en millions d'hectares.



Blé
220



Maïs
185



Riz
163



Soja
118



Orge
47



Colza
34



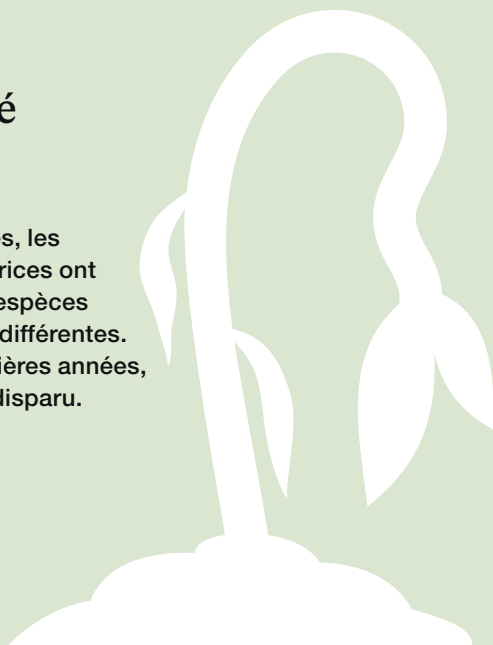
Canne à sucre
27



Pommes de terre
19

De la diversité au monopole

Pendant des millénaires, les agriculteurs et agricultrices ont cultivé près de 10 000 espèces de plantes de variétés différentes. Au cours des 100 dernières années, ¾ de ces variétés ont disparu.



Aujourd'hui, 60 % du marché des semences commerciales est contrôlé par trois sociétés.



Depuis que l'industrie chimique a découvert, dans les années 1970, qu'elle pouvait tirer profit de la sélection végétale, on assiste à un processus de concentration radical.



Tulipan et Tizian Zollinger ont repris – avec leurs frères Falc et Til – l'entreprise familiale en 2016.

La graine parfaite n'existe pas !

La famille Zollinger sélectionne des semences suisses et propose des variétés connues et inconnues, de l'amarante-épinard à l'oignon en passant par les fleurs « monnaie-du-pape ». Tout a commencé au Népal.

L'histoire de l'entreprise familiale Zollinger commence dans les années 1980 au Népal, où Christine et Robert Zollinger, ingénieur-e-s agronomes fraîchement diplômé-e-s, participent à un projet de l'ONU sur la réappropriation des semences indigènes par les agriculteurs et agricultrices. De retour en Suisse, le couple constate que nos familles paysannes font face au même phénomène. Les anciennes variétés de semences disparaissent et, avec elles, des milliers d'années de savoir-faire. Convaincus que nous faisons fausse route, Christine et Robert partent aux quatre coins du pays et, au fil des rencontres, récoltent anciennes variétés de semences, conseils et savoir-faire. En 1991, ils s'installent au domaine des Évouettes, au bord du Rhône, à quelques kilomètres de son embouchure dans le Léman. Le climat y est doux et les saisons adaptées à la culture des graines. Ironie du sort pour de futurs semenciers bio, le terrain sur lequel ils s'installent était le domaine d'essai d'une entreprise chimique rachetée par Ciba à la fin des années 1980.

Être patient-e et s'adapter

Le métier de semencier bio est méticuleux et demande, chaque année, un travail de sélection dont les résultats seront observables après plusieurs années. « À chaque culture, nous opérons une sélection négative afin d'écartier les 10 % ou 15 % des plantes les moins adaptées. En parallèle, une sélection positive permet de réserver les espèces prometteuses qui serviront de matériel de base pour une prochaine production. Le reste des graines est ensaché et commercialisé » explique Tulipan Zollinger. Mais les vagues de chaleur de ces derniers étés ont eu des impacts sur la robustesse de certaines plantes et leur germination. Tizian Zollinger, préposé à la sélection des semences, doit dorénavant tenir compte de nouveaux critères et croiser des espèces dans l'objectif d'améliorer la résistance aux changements climatiques.

Faire des compromis

Être semencier c'est faire des compromis. Le plant de tomate, qui produit en abondance toute l'année des fruits qui se conservent longtemps, d'un rouge vif, calibrés, résistants aux changements climatiques, adaptés au transport, juteux et goûteux, n'existe que dans les publicités. En réalité, la nature n'est pas parfaite et une variété traditionnelle juteuse et goûteuse, cultivée en bio dans le jardin de votre tante ne sera pas constante en productivité et s'abîmera rapidement. À l'inverse, la tomate de la grande distribution se conservera mieux et sera présente sur les rayons en toute saison, au détriment de ses qualités gustatives et de l'environnement.

Nouveaux projets

Le 1^{er} janvier 2016, après avoir élaboré un processus de transition en famille, Christine et Robert Zollinger remettent leur entreprise à leurs fils Til, Tulipan, Tizian et Falc. Sans faire de révolution, les quatre frères adaptent leur communication et leurs offres à une clientèle de plus en plus citadine avec beaucoup d'attentes mais peu de savoir-faire. Ils valorisent également les déchets (plantes, graines non utilisées) pour faire des herbes aromatiques, du savon aux graines de nigelle de Damas, un shampoing solide aux graines de lin, une gamme de cosmétiques et des barres de céréales. — *Daniel Tillmanns*

www.zollinger.bio

La diversité : comment la créer et la préserver

Il existe plusieurs façons de s'investir pour la préservation des semences paysannes et la diversité dans les champs et sur la table. Chaque geste compte !

Produisez vos propres semences

Devenir soi-même semencier ou semencière est une excellente façon de s'engager pour la diversité. Pour certaines plantes (tomates, poivrons ou courgettes, par exemple), se procurer ses propres semences est un jeu d'enfants : il suffit de les sécher sur un papier absorbant puis de les conserver en un endroit frais et sec avant de les planter. Vous pouvez aussi les offrir à vos ami-e-s ou les échanger lors d'une bourse aux semences. Le site www.voir-et-agir.ch/tomates/ vous explique pas à pas comment produire vos propres semences de tomates.

Variez votre menu pour diversifier l'agriculture

La diversité des plantes cultivées est considérable : sans compter les variétés paysannes non enregistrées, il existe 20 000 variétés de pommes en Europe et 4070 de tomates dans le monde. Malgré cela, nous n'en cultivons et consommons que quelques sortes. Une bonne façon de favoriser la diversité est de choisir des fruits et légumes inconnus provenant de notre région ou de les planter dans nos jardins. Vous trouverez une vaste gamme de semences de producteurs indépendants sur www.zollinger.bio ou sur www.sativa-rheinau.ch/fr.

Envoyez une lettre

Les accords de libre-échange négociés par la Suisse menacent gravement les systèmes de semences paysannes. *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* vous invitent à soutenir leur action et à envoyer une lettre au Secrétariat d'État à l'économie (SECO), qui négocie ces accords, pour lui demander de s'abstenir d'exiger de nos pays partenaires l'adoption de lois strictes en matière de protection des obtentions végétales. En effet, la convention en vigueur dans ce domaine, l'UPOV 91, partie intégrante de nombreux accords de libre-échange, défend avant tout les intérêts des grands semenciers et interdit aux paysan-ne-s de ressemer, d'échanger et de vendre les semences des espèces protégées, même lorsqu'ils les ont produites eux-mêmes (voir page 12). Lettre à télécharger sur www.voir-et-agir.ch/semences.

Soutenez la petite paysannerie

Dans de nombreux pays du Sud, les petit-e-s paysan-ne-s se rebiffent contre des lois inéquitables. Grâce à votre don, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* donnent leur soutien à des organisations en Amérique latine et en Afrique qui défendent les semences paysannes et sensibilisent la classe politique et l'opinion publique aux problèmes causés par les semences industrielles.

